

Banque centrale, monnaie et crédit

Monnaie nationale, dollarisation, union monétaire.

Ce que chaque choix implique réellement.

Toute indépendance étatique pose une question centrale et concrète celle de la monnaie. Derrière les slogans se cachent des choix institutionnels lourds de conséquences sur le crédit, l'investissement, la stabilité financière et la capacité démocratique d'agir en temps de crise. Une analyse rigoureuse permet de distinguer ce qui relève des faits de ce qui relève de la croyance.

Une banque centrale moderne exerce trois fonctions reconnues et documentées. Elle émet la monnaie légale, elle stabilise le système financier en tant que prêteur de dernier ressort, et elle conduit la politique monétaire afin de limiter l'inflation et les crises. Walter Bagehot formulait déjà ce principe en 1873 dans Lombard Street en affirmant qu'en période de panique, la banque centrale doit prêter librement contre de bonnes garanties à un taux dissuasif. Cette règle reste un fondement des banques centrales contemporaines.



Disposer d'une monnaie nationale donne à un État le **contrôle de ces leviers**. Cela permet d'adapter les taux d'intérêt à la conjoncture locale, de soutenir le crédit productif et d'absorber les chocs économiques. Les pays dotés de leur propre monnaie peuvent aussi agir comme assureur de dernier ressort pour leur système bancaire, ce qui réduit le risque de crises systémiques. Ce pouvoir n'élimine pas les erreurs possibles, mais il donne la capacité d'agir. La Banque du Canada, par exemple, a pu intervenir massivement en 2008 et en 2020 pour stabiliser le crédit et éviter un effondrement financier.

La dollarisation correspond au renoncement volontaire à cette souveraineté monétaire au profit d'une devise étrangère. L'Équateur a adopté le dollar américain en 2000 à la suite d'une crise bancaire majeure. Le résultat a été une forte réduction de l'inflation, mais au prix de la **perte totale du contrôle monétaire et de l'impossibilité de soutenir l'économie par le crédit en période de choc**. La Banque mondiale et le Fonds monétaire international reconnaissent que la dollarisation rigidifie l'économie et transfère la politique monétaire à un pays dont les priorités ne correspondent pas nécessairement à celles du pays utilisateur.

L'union monétaire constitue un choix différent mais tout aussi structurant. Elle implique une monnaie commune et une banque centrale partagée. La zone euro en est l'exemple le plus étudié. Le traité de Maastricht de 1992 a confié à la Banque centrale européenne un mandat centré sur la stabilité des prix. Cette architecture a offert une inflation faible, mais elle a aussi montré ses limites lors de la crise des dettes souveraines de 2010 à 2015, lorsque plusieurs États ne disposaient plus des outils monétaires pour amortir les chocs. L'économiste Robert Mundell soulignait dès 1961 que les unions monétaires ne fonctionnent bien que si les économies sont suffisamment convergentes ou compensées par des transferts budgétaires importants.

Aucun de ces choix n'est neutre. Une monnaie nationale **exige discipline, institutions solides et transparence démocratique**. La dollarisation sacrifie la capacité d'agir en échange d'une stabilité importée. L'union monétaire mutualise les risques mais limite l'autonomie politique. Pour un État qui aspire à décider par lui-même, la question monétaire n'est pas symbolique. Elle conditionne la capacité réelle de gouverner, d'investir et de traverser les crises sans dépendre des choix d'autrui.

Louis-Martin Carrière